

L'Europe et les ambitions françaises

Suite de la première page

Pour réussir, quelques conditions doivent être remplies. D'abord, l'Europe doit dépasser l'opposition « entre Mars et Vénus » dépeinte par le politologue américain Robert Kagan. Pour le chef de la diplomatie française, il convient de « naviguer entre deux écueils : l'impasse de la force sans le droit, l'utopie du droit sans la force ». L'Europe doit ensuite mutualiser ses analyses et ses ressources. Elle n'en manque pas, mais elle a été jusqu'à maintenant « incapable de [les] mettre en œuvre d'une façon suffisamment cohérente ». En bref, « L'Europe est une puissance dans le monde, a dit Michel Barnier. Elle n'est pas encore une puissance mondiale. »

Comment passer du constat à la volonté ? Tel est le défi permanent de la politique européenne de la France, qui doit opérer dans un nœud de contradictions. Dans une certaine mesure, l'Europe-puissance que la France appelle de ses vœux est déjà une réalité. L'Union européenne est une puissance économique, démographique (bien qu'en déclin), culturelle, et de plus en plus une puissance militaire capable de projeter de la stabilité

au-delà de ses frontières. Mais elle n'a pas une politique de puissance. D'abord parce qu'elle n'est pas organisée comme telle. Dans les domaines diplomatiques et militaires, elle reste un conglomérat d'Etats-nations. Ensuite parce qu'il n'est pas du tout certain qu'elle veuille mener cette politique de puissance ; en tous cas que la majorité de ses membres en soit d'accord.

On a souvent distingué l'Europe-puissance et l'Europe-espace. Cette dernière aussi est en train de se réaliser, avec les élargissements successifs de l'UE. Or jusqu'à nouvel ordre, elle joue contre l'Europe-puissance. Plus l'Europe est un grand espace, moins elle est une puissance. La nécessité d'absorber des Etats de plus en plus périphériques par rapport au centre historique des communautés européennes est la moindre des difficultés. Le véritable obstacle tient à une conception de l'Europe aux antipodes des ambitions françaises.

Toute allusion à une Europe-puissance est interprétée, en particulier chez les nouveaux venus, comme une prise de distance par rapport aux Etats-Unis. La France a beau modérer son langage, abandonner le terme d'Europe indépendante pour lui préférer celui d'Europe autonome, partenaire à égalité et à part entière des Américains, rien n'y fait.

La diplomatie française doit donc éviter deux écueils. L'un consiste à se croire européen pour vingt-cinq et à intimer aux récalcitrants l'ordre de se taire quand ils

quel événement. Ce n'est donc pas le fait divers qu'il faut comprendre, mais ce qu'il nous dit de nos préjugés et de nos peurs. Il nous parle d'un refoulé social. Le mensonge, et la croyance qui en a fait le succès, nous révèle une vérité.

Pour se rendre « intéressante » aux yeux de la police, mais aussi pour faire apparaître son affabulation plus « véridique », la jeune femme a lié son agression supposée à deux éléments tellement dans l'air du temps qu'ils sont apparus évidents à tous : actes antisémites et jeunes des banlieues, croix gammées et origine maghrébine, la relation entre les deux éléments ne pouvant être que la seconde Intifada et sa réception dans les milieux d'origine arabe. Venant quelques mois après le débat autour du voile, que l'anthropologue Emmanuel Terray a

ne sont pas d'accord avec elle. Lorsque la tentation est trop forte pour être réprimée, l'Europe recule de trois cases. L'autre écueil consisterait à s'en tenir à une position moyenne, au plus petit commun dénominateur entre les Etats membres, comme cela a souvent été le cas dans le passé.

Dans ces conditions, l'Europe est au mieux inefficace, au pire ridicule. Il n'est pas facile d'aller chercher nos partenaires là où ils sont sans renoncer à nos positions de principe, de tenir compte de leurs intérêts et de leur histoire pour les intégrer dans une position commune.

LE MEILLEUR TEXTE

La tentative a cependant été faite avec un certain succès dans le domaine de la sécurité, ce qui a permis à l'Europe de la défense de progresser rapidement au cours des dernières années. Sans être la panacée, les coopérations renforcées ou structurées qui permettent à un petit nombre d'Etats membres d'aller de l'avant peuvent être un moyen de surmonter cette contradiction.

Encore faudrait-il qu'en France même la cause de l'Europe ne soit pas sacrifiée à des petits calculs à court terme. Ce n'est pas parce que Jacques Chirac aurait des arrière-pensées politiciennes en convoquant un référendum sur la Constitution européenne qu'il faut rejeter cette Constitution. Au moment du référendum sur le traité de Maastricht en 1992, lorsque l'oppo-

actes pouvaient être nommés, dénoncés, jugés parfois, est depuis deux ans pratiquement enterré.

A bien y regarder, ce sont deux politiques qui se dessinent. L'une, médiatisée, s'attache aux seuls faits les plus spectaculaires, mettant en scène une indignation consensuelle. L'autre, en creux, ignore la violence ordinaire de l'inégalité raciste, qui s'exerce au quotidien dans le travail et dans le quartier et que l'on peut méconnaître tant qu'elle ne se retourne pas contre le reste de la société. Les réactions à l'épisode du RER relevaient de la première. Les Français injustement accusés doivent se contenter de la seconde. Il n'est pas trop tard pour leur montrer que nous sommes encore capables de tirer lucidement les véritables leçons de cette pénible histoire.

sition d'alors hésitait à voter « oui » pour ne pas consolider François Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing avait eu cette comparaison : voter « non », avait-il dit, reviendrait à refuser d'épouser sa fiancée le jour du mariage parce que la tête du maire ne vous revient pas.

Or l'espèce de consensus européen existant entre les représentants de la social-démocratie et les centristes, tous deux traditionnellement proeuropéens, d'une part, les néogaullistes ralliés à l'Europe d'autre part, risque de voler en éclats au plus grand profit des souverainistes de tous bords. Le projet de Constitution présente certes beaucoup d'insuffisances. Il n'est pas assez social, pas assez fédéraliste, pas assez démocratique, trop complexe, trop libéral. Il fait la part trop belle aux Allemands par le système de vote, aux Anglais par le maintien du veto, aux grands pays par tradition et aux petits grâce à une Commission pléthorique...

Mais il a le mérite d'exister et il est certainement le meilleur texte qui pouvait être obtenu dans les conditions actuelles. Il ne sera peut-être pas ratifié dans les vingt-cinq pays. Mais la France ne sera en position de force pour avoir une influence décisive sur la recomposition inévitable après un éventuel échec que si elle a elle-même montré son engagement européen.

Daniel Vernet